

LES BOBARDS

de

l'extrême droite





ATTAC agit pour la justice fiscale, sociale et écologique

ATTAC - Espace antifascisme

Publié en mai 2026

Illustrations de **François Feer**

Sommaire

Introduction	p 4
Insécurité	P 5
Justice	p 9
Immigration	p 12
Classes populaires et élites	p 17
Identité	p 21
Écologie	p 25
Femmes	p 31
Éducation	p 34
Services publics	p 38
Démocratie	p 44
Conclusion générale	p 47

Introduction

Qu'est-ce que l'extrême droite ?

Une famille idéologique dont le socle est le nationalisme, la xénophobie, le conservatisme et l'autoritarisme.

Elle tend toujours à exclure une partie des individus de la nation et/ou de la citoyenneté.

L'extrême droite en France regroupe des partis (Rassemblement National, Reconquête), des syndicats (La Cocarde étudiante, UNI, Alliance etc.), des médias (CNews, Europe 1, Le journal du dimanche, Frontières, Causeur, Valeurs actuelles, etc.), des influenceurs (Le Raptor, Papacito, Alice Cordier, etc.) et une nébuleuse de groupes et de mouvements (GUD, Génération Identitaire, Némésis, Parents vigilants etc.). La liste est loin d'être exhaustive. Le Conseil d'État a statué sur le fait que le R.N. est bien situé à l'extrême droite de l'échiquier politique [1]. L'extrême droite répète de façon incessante un grand nombre de bobards qu'elle présente comme des vérités et que certains peuvent finir par croire.

Ce livret a pour objectif de pointer les incohérences de l'extrême droite, dépister ses bobards et de les réfuter.

Insécurité



[1]

Ce que disent les chiffres :

- le taux de crimes et délits est stable depuis 1980 [2] mais une augmentation s'est amorcée et se poursuit depuis 2021 [3].
- le nombre d'homicides est stable depuis la fin des années 2000 [4].
- les plaintes pour viol et autres violences conjugales augmentent car les victimes osent davantage parler.
- le trafic de drogue est en hausse [5].

Il n'y a donc pas d'explosion de l'insécurité, par contre à niveau de délinquance égal, on peut constater une croissance du sentiment d'insécurité [6].

Certains médias (CNews, Europe 1, M6...) font naître la peur de l'Autre en mettant constamment en avant, les faits de délinquance au travers de reportages et de débats orientés. Ils entretiennent, en

particulier, la peur de l'étranger. Pourtant selon une étude de 2023, les étrangers ne sont pas plus délinquants que les autres [7].

Le sentiment d'insécurité, malgré la faible proportion de personnes effectivement victimes (1,2% des personnes vivant en France victimes de violences physiques en 2023), peut s'expliquer aussi par l'intolérance grandissante à la violence au cours de l'histoire [8].

Photo : Arnaud Castagné - l'Est Républicain / France3 Nouvelle Aquitaine



Nemesis : "Les étrangers sont des violeurs" [9]

Les étrangers sont stigmatisés comme étant des délinquants sexuels car l'extrême droite présente des faits divers comme des généralités. Marion Maréchal Le Pen, Jordan Bardella ne cessent de répéter que 77% des violeurs à Paris sont d'origine étrangère. Ces chiffres correspondent à une manipulation des données officielles [10]. Cette position nie implicitement un fait plus fondamental : la majorité des violences que subissent les femmes se produit dans l'entourage social et familial des victimes [11].

D'autres violences sexuelles systémiques sont commises au sein de l'église catholique qui depuis 2010 est confrontée à une vague d'affaires d'abus sexuels pédophiles [12].

Les violences sexuelles, majoritairement, ne sont pas commises par des étrangers.

Les solutions du R.N. concernant les questions de sécurité sont : plus d'effectifs de police, plus de caméras de surveillance. Dans les villes qu'il administre, via notamment des polices municipales pléthoriques et surarmées, les bilans montrent qu'il n'existe pas de baisse significative et mesurable de la délinquance [13]. D'une manière générale les sociologues recommandent plus d'adultes dans la rue pour l'éducation et la prévention, plutôt que des caméras de vidéo-surveillance [14].

L'extrême droite ne s'intéresse qu'à la délinquance, il existe pourtant d'autres formes de violences tout aussi impactantes. Le risque de perdre son emploi, les difficultés pour se loger, se chauffer, se nourrir, pour se déplacer, se soigner ou accéder aux services publics, autant de sujets de préoccupation qui apparaissent dans les enquêtes d'opinion. A cela, il faut ajouter les problèmes environnementaux et les conflits internationaux. Ces problèmes, le R.N. et Reconquête n'en parlent pas, car ils n'ont pas de réelles solutions.

Conclusion

Non, l'insécurité n'explose pas en France même si le sentiment d'insécurité peut augmenter. Les délits et crimes sont le signe d'une société dans laquelle les problèmes sociaux et économiques sont de

plus en plus aigus. La réduction des inégalités permet de faire baisser le nombre de délits et crimes. Si l'on appauvrit la population, ou si l'on augmente les inégalités, davantage d'individus se trouvent sous ce que les chercheurs appellent le « seuil de désespoir », minimum de ressources nécessaires pour assurer ses besoins, sous lequel, la violence explose et perdure [15]. La sécurité ne peut être restaurée dans un modèle économique néo-libéral qui profite aux multinationales et aux plus riches. Seul un projet de société véritablement démocratique et égalitaire sera à même de faire baisser le sentiment d'insécurité de donner aux citoyens la possibilité de maîtriser l'avenir en ayant une prise sur leur présent.

Justice



Il y a, en fait, un recours croissant aux incarcérations (qui sont passées de près de 48 000 personnes au 1er janvier 2001 à 73 000 personnes au 1er janvier 2022). Malgré ces incarcérations croissantes, le taux de récidive est de 59% en France. La prison n'est donc pas du tout dissuasive. On peut noter que le taux de récidive chute fortement

si la peine s'effectue au moins en partie hors de prison. Dans les pays nordiques, l'objectif des peines est avant tout la réinsertion et le taux de récidive y est d'à peine 20% [2].

La réinsertion semble donc beaucoup plus efficace que l'emprisonnement.

Aux USA où le taux de récidive est de 66 %, le taux d'incarcération est l'un des plus élevé du monde [3].

Le R.N. et la droite sont pour l'abaissement de l'âge pénal (âge minimum pour envoyer un jeune en prison). Cette proposition nie l'enfance et la responsabilité de la société vis à vis de l'enfant. L'enfermement total des mineurs a déjà été testé avec la loi Perben en 2002 par la création de centres éducatifs fermés qui ont été un véritable échec [4]. Des prises en charge en foyer ouvert, un travail avec les familles, ou en famille d'accueil avec des moyens adaptés aux besoins seraient une des solutions.

Conclusion

Non la justice n'est pas laxiste, au contraire. L'extrême droite propose des solutions déjà testées en France ou ailleurs qui ne fonctionnent pas. De plus, il y a un angle mort dans sa vision de la justice, c'est celui de la délinquance en col blanc.

En 2023 Le R.N. a voté contre l'augmentation des ressources du Parquet National Financier (P.N.F.), instance judiciaire en charge des enquêtes sur de la grande délinquance économique et financière [5]. La multiplication de ces affaires ces dernières années

rend le travail du P.N.F. majeur en matière de probité de la vie publique.

Marine Le Pen a été condamnée, fin mars 2025, à une peine d'inéligibilité de cinq ans dans le cadre de l'affaire des assistants parlementaires européens du Front National. Le Parlement européen réclame plus de 3,5 millions d'euros de dommages intérêts au parti [6]. Elle s'est indignée de cette condamnation alors qu'elle réclame une justice plus sévère. En 2013 elle demandait, par exemple, l'inéligibilité à vie pour les élus condamnés pour détournement de fonds publics [7].

Eric Zemmour, quant à lui, est multi récidiviste. Il a été condamné pour injure raciale [8], pour contestation de crime contre l'humanité [9], pour injure publique et incitation à la haine [10].

Le R.N. et l'extrême droite, en général, sont pour une justice de classe, qui sanctionne les classes populaires mais pas les élites économiques ou politiques.

Les solutions proposées par le R.N. : surveiller, punir, incarcérer. Le R.N. et Reconquête partagent une obsession de la fraude sociale (surtout celle de la fraude aux prestations) : la fraude sociale est de 13 milliards d'euros par an. Elle est pour 70 %, le fait d'entreprises, de travailleurs indépendants, de professionnels de santé [11]. Ils ne remettent pas en cause la fraude fiscale des plus riches et des grosses entreprises (entre 80 et 100 milliards par an) [12].

Immigration



L'immigration n'est ni un phénomène nouveau, ni un phénomène récent, en France comme dans le reste du monde. Une grande partie des mobilités s'effectue à l'intérieur du pays même, ou dans un pays de la même région que le pays d'origine. Le Haut - Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (H.C.R.) estimait, mi-2022, que sur les 42,4 millions de réfugié.e.s et personnes en demande d'asile, dans le monde, 69 % étaient accueillies dans des pays voisins. Dans le même temps, 53,1 millions de personnes ayant fui des conflits et des violences s'étaient déplacées au sein de leur propre pays [2].

En 2020, les migrant.e.s internationaux.les, c'est-à-dire des personnes installées dans un pays différent de celui où elles sont nées, ne représentaient que 3,6 % de la population mondiale. Parmi eux, les Européen.ne.s sont presque deux fois plus nombreux que les Africain.e.s (61 millions contre 36 millions) [3].

En 2020, 96,4% de la population mondiale vit dans son pays d'origine [4].

La France n'est pas une terre d'immigration massive. L'immigration augmente partout dans le monde mais la France est loin derrière le reste de l'Europe pour l'accueil des migrant.e.s. En 2023, elle est au 25ème rang des pays de l'O.C.D.E. (qui en compte 38), pour l'attribution de titres de séjour. En 2023 toujours : elle a accueilli 0,52 % de nouveaux immigré.e.s. par rapport à sa population globale [5].

En 2023, 4 801 000 immigré.e.s de nationalité étrangère vivent en France, soit 7.3 % de la population globale. Cependant, la répartition de la population étrangère n'est pas homogène sur le territoire. L'Île-de-France est la région métropolitaine comptant le plus d'immigrés dans sa population.



Un rapport de la Cours des comptes conclut que l'impact économique de l'immigration sur le marché du travail, sur la croissance et les finances publiques est modéré, voire positif à long terme [6][7]. Une étude menée par

l'O.C.D.E. démontre que la contribution budgétaire nette totale des immigré.e.s oscille entre -1% et + 1% du PIB. Le constat est sans appel : à peu de chose près, l'impact de l'immigration est neutre.

L'immigration ne coûte donc pas à la France. Par contre la lutte contre l'immigration a, elle, un coût exorbitant. Les opérations policières et la chasse acharnée aux migrants sans papier a un coût financier et un coût humain très lourd.

En 2018, 33 960 expulsions ont été réalisées, ces expulsions ont coûté 500 millions d'euros. L'expulsion d'une personne coûte donc en moyenne 14 723 euros. Derrière ces chiffres, ce sont des vies humaines brisées et des droits bafoués par une violence institutionnelle dont l'inefficacité reste criante [8].

Dans notre histoire contemporaine, les travailleurs, travailleuses immigré.e.s ont généralement occupé des emplois peu qualifiés dans les secteurs économiques qui connaissent des pénuries de main-d'œuvre et ont ainsi répondu aux besoins du pays. On trouve en général, une forte proportion d'immigré.e.s dans les métiers les plus pénibles [9]. Suivant la période, l'origine géographique des immigré.e.s change .

Aujourd'hui beaucoup de personnes sans papier sont exploité.e.s, employé.e.s à la tâche par des entrepreneur.euse.s., des artisan.e.s et même des particulier.e.s sur les chantiers. Elles travaillent dans des conditions peu enviables, sans contrat, sans sécurité, et avec de faibles rémunérations [10].

Actuellement, les hôpitaux ont de vrais problèmes de recrutement à cause de la pénurie de médecins formés par l'université française. Fort heureusement pour l'État français, il y a entre 20 et 35 % de médecins étrangers qui exercent à l'hôpital, 20 % ont obtenu leur

diplôme à l'étranger (le coût de leur formation a donc été complètement pris en charge par leur pays d'origine). Ces médecins choisissent généralement massivement d'exercer à l'hôpital, alors que les français se dirigent plutôt vers une activité libérale [11].

Enfin, beaucoup d'étranger.e.s ont contribué au rayonnement culturel de la France : des prix Nobel, de grands artistes et intellectuel.le.s, des prix Goncourt, des sportif.ve.s de haut niveau ... [12]

Quelques noms connus parmi des milliers d'anonymes : Tahar Ben Jelloun, Georges Charpak, Marie Curie, Yves Montand ... sans oublier les descendants de ces migrant.e.s : Charles Aznavour, Jean-Paul Belmondo, Coluche, Françoise Dolto, Aya Nakamura, Yannick Noah, Omar Sy, Zinedine Zidane, Emile Zola... La liste est sans fin.

De nombreux hommes politiques de droite radicale et d'extrême droite affichant leur haine des étranger.e.s, semblent avoir oublié qu'ils sont eux même issus de l'émigration : Eric Ciotti , Jordan Bardella, Gérald Darmanin, Nicolas Sarkozy, Eric Zemmour

Conclusion

Non, la France n'est pas submergée et ne risque pas l'être. Non les migrant.e.s ne coûtent pas cher à la France, ielles permettent de faire fonctionner des pans entiers de l'économie. Par contre, l'État dépense beaucoup d'énergie pour chasser des personnes qui veulent travailler, qui travaillent, souvent dans des secteurs en tension. Ces personnes participent donc à la richesse de la France et à son rayonnement.

Aujourd'hui les sondages montrent que l'immigration n'est pas la 1ère inquiétude de la population française, elle ne vient qu'en cinquième

place [13].

Rappelons aussi, qu' au cours de l'histoire, la France a colonisé de nombreux pays en leur faisant la guerre, en les pillant, en pratiquant l'esclavage [14].

Les programmes du R.N. et de Reconquête s'appuient sur des mythes propres à l'extrême droite : celui du «grand remplacement» et celui du coût exorbitant de l'immigration. Le thème de l'immigration est obsessionnel dans la logique de l'extrême droite. Tout problème est lié à l'immigration et l'expulsion est la solution à toute chose.

Classes populaires et les élites



Extrait des statuts du R.N. : "Le R.N. est favorable au gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple"

Le R.N. prétend soutenir les classes populaires, être leur représentant, mais cela est contredit par leurs votes à l'Assemblée Nationale et au Parlement Européen.

Le R.N. s'est opposé à :

- * **La hausse du SMIC à 1500 €** [1].
- * La réservation de places sur critères sociaux dans les concours de grandes écoles de service public [2].
- * L'indexation des salaires sur l'inflation [3].

Le R.N. soutient :

- * La suppression de l'avantage fiscal des intermittents du spectacle [4].
- * La suspension des allocations familiales aux parents d'enfants coupables de trafic de stupéfiants [5].
- * Le R.N. n'a pas participé au vote pour l'instauration de « prix plancher » pour les agriculteurs à l'assemblée nationale [6].

Retraites, dépendances, handicaps: alors qu'au printemps 2023, il n'avait pas soutenu la mobilisation dans les rues et les entreprises, contre l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, le parti cherche depuis, régulièrement, à se réapproprier cette lutte qui suscite un large engouement dans la population. Le R.N. est pour une retraite à 60 ans, mais pour ceux qui ont commencé avant 20 ans [7]. Reconquête est pour augmenter progressivement l'âge de la retraite à 64 ans [8]. Concernant le handicap, Jordan Bardella s'est abstenu au Parlement Européen le 27 novembre 2025 lors du vote d'un texte sur le droit des personnes porteuses de handicap visant à garantir un meilleur accès à l'emploi, au droit de vote et à l'éligibilité, à la possibilité de se déplacer dans l'U.E. [9].



«Le R.N. est contre les élites »

Les votes du R.N. sont là encore parlants. Il a voté :

* **Pour** le relèvement de l'abattement sur les successions et donations de 100 000 € à 150 000 € [10].

* **contre** la hausse de la C.S.G. sur les revenus du capital, de la surtaxe exceptionnelle des grandes entreprises ou de la proposition de taxe sur les hauts patrimoines de plus d'un million d'euros [11].

* **contre** l'ISF climatique, un impôt ciblant notamment les 63 milliardaires français dont le patrimoine émet autant de gaz à effet de serre que celui de 50 % de la population française [12].

* **s'est abstenu** lors du vote pour augmenter le taux d'imposition de la Contribution Exceptionnelle sur les Hauts Revenus (C.E.H.R.) [13].

* **s'est abstenu** lors du vote pour le rétablissement de l'I.S.F. [14].

* **s'est abstenu lors du vote sur la taxe Zucman**, impôt plancher de 2% sur la fortune des ultra-riches qui aurait pu rapporter jusqu'à 25 milliards d'euros par an [15].

Tous ces votes expliquent la raison du soutien des milliardaires, notamment Vincent Bolloré, Pierre-Edouard Stérin et des plus grand.e.s patron.e.s du M.E.D.E.F. (à travers leurs médias, des associations, des maisons d'édition) [16]. Pierre-Édouard Stérin est suspecté d'avoir utilisé une vingtaine d'intermédiaires pour financer les candidat.e.s d'extrême droite sans jamais apparaître personnellement[17].

Conclusion

L'extrême droite affiche d'importantes contradictions, en cherchant à s'attirer tant les élites économiques que les classes populaires. Progressivement, le R.N. abandonne dans son programme les mesures sociales [18].

Son programme social est le plus souvent ambivalent et discriminatoire. **Il se place quasiment toujours du côté des patron.e.s, des acteurs économiques, de l'entreprise.** Le vote du budget en octobre 2024 a révélé les priorités du R.N. Il se montre à l'Assemblée Nationale, comme à Bruxelles, très généreux envers les plus riches.

Des solutions existent pourtant pour soutenir les classes populaires : taxer les ultra riches, appliquer la loi Zucman, et les propositions d'A.T.T.A.C. (six propositions pour financer les urgences sociales et écologiques [19].

Identité



Jordan Bardella : « Les français ont l'impression d'être des étrangers dans leur propre quartier » [1]

Au-delà des aspects administratifs, pour l'extrême droite, l'identité nationale est basée sur des critères culturels (traditions familiales, valeurs chrétiennes) et aussi implicitement sur l'apparence physique (toute personne d'apparence pas assez blanche aux yeux des nationalistes est souvent catégorisée comme étrangère).

Qu'est-ce que l'identité d'une nation ? : c'est la fusion de nationalités, de cultures, d'ethnicités différentes, qui font sa richesse. La France s'est construite avec des apports provenant de multiples cultures et de multiples pays. Elle ne peut être stable et immuable [2].

Dans une France marquée par la montée de l'extrême droite, l'idée d'une « identité de souche » refait surface pour discuter, sinon

contester, la francité à l'endroit, cette fois-ci, de populations issues de l'immigration.

Selon Jordan Bardella, « La chrétienté a façonné l'histoire, le patrimoine, l'art et la pensée française" [3] ». Depuis quarante ans, le concept de civilisation judéo-chrétienne domine les discours politiques et médiatiques en Occident, présenté comme le socle culturel de l'Europe et de l'Amérique du Nord. » [4]. Pourtant l'Islam fait aussi partie de l'histoire de l'Europe et de sa culture (occupation musulmane de l'Espagne pendant plusieurs siècles, l'empire Ottoman, pays musulmans colonisés).



Éric Zemmour « *L'Islam est incompatible avec la République, car la France, c'est : Liberté, Égalité, Fraternité* » [5].

L'idée que l'Islam n'est pas compatible avec la République n'est pas nouvelle. Elle a été façonnée dans le contexte colonial à un moment où les colons français cherchaient à empêcher l'égalité entre les

citoyens français et les indigènes. En Algérie, les Algérien.ne.s n'avaient pas les mêmes droits que les colons. Pour qu'un.e « indigène » puisse jouir de la citoyenneté française, elle ne devait pas être musulman.e.

La République française est laïque. Cette laïcité garantit la liberté de conscience, donc le droit de croire ou non et la liberté du choix de sa religion, le cas échéant.

Il est intéressant de noter que l'islam ne se réduit pas à une religion. Des enquêtes conduites en Île-de-France et à Bordeaux de 2010 à 2017 montrent qu'être musulman.e reste associé à l'enfance, à une naissance et un héritage. L'identité musulmane n'est pas uniquement religieuse, elle est multiple et complexe [6].

Conclusion

Toute l'extrême droite se retrouve pour créer un imaginaire nouveau, « l'Autre musulman.e » à travers un matraquage médiatique et l'idée d'entrisme islamique dans l'école, les syndicats, les partis politiques, les associations etc. ... Là où l'ancienne laïcité a servi à séparer l'Église et l'État (en 1905), aujourd'hui cette laïcité est instrumentalisée pour séparer les français.e.s et les musulman.e.s.

La France est une république laïque qui, de par sa constitution, ne distingue pas les citoyen.ne.s en fonction de leur religion. Elle est diverse, construite par de multiples échanges culturels avec le monde entier. Un tiers de la population française de moins de 60 ans a des origines étrangères. Peut-on mettre de côté un tiers de la population d'un pays ?

L'identité française est constituée des apports des migrations successives. Elles ont contribué à faire de la France le pays qu'elle est aujourd'hui. Elle favorise le partage interculturel, l'ouverture vers l'autre et contribue à l'émancipation.

Le traitement de l'immigration doit passer par la promotion d'une vraie politique d'accueil des personnes exilées. Par ailleurs, nous devons nous questionner collectivement sur le devoir de mémoire, notamment pour combattre la transmission d'une vision colonialiste du monde. La France a toujours accueilli des populations venues d'ailleurs, qui ont modifié son visage, il n'est pas blanc.

« Loin de nous protéger, cette réduction des musulmans de France à un islam lui-même réduit au terrorisme et à l'intégrisme est un cadeau offert aux radicalisations religieuses, dans un jeu de miroirs où l'essentialisation xénophobe justifie l'essentialisation identitaire » Edwy Plenel [7].

Écologie



Dans son livret « Écologie », le R.N. explique vouloir « rompre avec une écologie dévoyée par « un terrorisme climatique » qui mettrait en danger « la planète, l'indépendance nationale et plus encore, le niveau de vie des Français » [1].

Le 24 juin 2025, Le R.N. a proposé un moratoire sur les nouveaux projets éoliens et solaires (accusés de défigurer les paysages français). Cette revendication, soutenue également par la droite, a gagné au fil des années, un écho croissant à coup de fake news et de caricatures. Les énergies renouvelables sont devenues des énergies à abattre [2].

L'extrême droite française est pour la relance du nucléaire qui présente de nombreux problèmes : le traitement des déchets, les fuites fréquentes, le coût de la construction et du démantèlement. E.D.F., entreprise d'État est endettée à plus de 55 milliards d'euros. Elle devra payer pour stocker des déchets ultimes, en grande profondeur. De plus, E.D.F. veut financer des E.P.R.2 qu'elle ne sait pas fabriquer et dont la facture dépasse déjà le devis initial. Au total,

des centaines de milliards d'euros seront nécessaires. Le nucléaire est loin d'être une solution miracle [3].

Tous les experts, notamment le Réseau de Transport d'Électricité (R.T.E.), s'accordent à dire que le pays ne pourra pas atteindre la neutralité carbone sans les énergies renouvelables.

L'écologie de bon sens du R.N. : elle consiste à s'engager contre toutes les propositions visant à protéger la biodiversité ou à lutter contre le réchauffement climatique. Les membres du R.N. ont des propos agressifs envers le G.I.E.C. (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat) et mettent en doute leurs travaux.

Nombres de leurs propositions et/ou absence de propositions sont complètement écocides :

- * alléger les taxations sur les carburants [4].
- * le R.N. a voté contre l'interdiction des vols en jets privés [5].
- * le 18 juin, Jordan Bardella a annoncé qu'il souhaitait abroger les réglementations sur la mise sur le marché locatif des biens énergivores, un dispositif pensé afin d'inciter les propriétaires à rénover les 4,8 millions de passoires thermiques du pays [6].
- * Dans le cadre du projet de loi « simplification », le R.N. a proposé de faciliter l'implantation de data centers sans condition, ni distinction de tailles [7].



Les normes environnementales existent parce que l'activité agricole, telle qu'elle est pratiquée majoritairement à l'heure actuelle, génère des risques pour les écosystèmes et la santé.

Il n'y a pas une agriculture mais des agricultures avec des pratiques différentes : celles des petites exploitations, des salarié.e.s. agricoles n'a rien à voir avec celles des grandes coopératives agricoles, des dirigeant.e.s comme Arnaud Rousseau (président de la F.N.S.E.A. et administrateur ou dirigeant d'une quinzaine d'entreprises, de holdings et de fermes : directeur de la multinationale Avril (Isio 4, Lesieur, Matines, Puget, etc.). Ielles n'ont pas les mêmes intérêts.

Les petites exploitations sont les 1ères victimes de l'utilisation des pesticides (maladies professionnelles), de l'arrachage des haies, du manque d'eau, des inondations.

Promouvoir la transition nécessite d'imposer des règles, d'aller à l'encontre d'une supposée liberté de polluer.

Le R.N. défend une agriculture intensive, l'agriculture des grosses exploitations [8]. Leurs votes le prouvent.

Ils ont voté :

* **contre** la stratégie européenne « de la ferme à la fourchette » qui se donnait pour objectif de modifier notre système agricole et alimentaire en le rendant plus écologique [9].

* **contre** tous les textes sur la réduction des pesticides et la montée en puissance de l'agriculture biologique.

* Seul groupe à avoir voté **contre** l'interdiction des P.F.A.S. , polluants éternels, dangereux pour la santé [10].

* **pour** la loi Duplomb. 15 amendements ont été explicitement travaillés en collaboration avec la F.N.S.E.A. en vue de réintroduire des néonicotinoïdes interdits ou de réécrire les règles de l'eau [11].

* **pour** l'assouplissement de la loi zéro artificialisation nette, pour l'accélération de la construction de méga-bassines, pour la suppression des objectifs de décarbonations du secteur agricole, et pour la prolongation de l'utilisation des pesticides [12].

Conclusion

NON l'écologie proposée par le R.N. n'est ni de bon sens ni sociale. D'une manière générale, le R.N. propage l'idée selon laquelle l'écologie serait fatale aux classes populaires et qu'elles y sont hostiles. L'écologie étant peu porteuse sur le plan électoral, le R.N. a longtemps été structuré par des positions climato-sceptiques. L'écologie est le parent pauvre des programmes de l'extrême droite.

Dans l'hémicycle, le R.N. s'oppose à toute mesure écologique qu'il qualifie systématiquement de « punitive ».

Son discours sur l'écologie est superficiel et démagogique. Il consiste dans la préservation du patrimoine visuel et des paysages [13].

La progression des idées de l'extrême droite se manifeste aussi par un rejet croissant des écologistes et une explosion de la désinformation climatique sur les réseaux sociaux et dans les médias.

Face aux manipulations de la question écologique par le R.N., il est nécessaire de partir du vécu des populations, de faire le lien entre les problèmes sociaux et environnementaux (sécheresses, inondations, maladies professionnelles, maladies liées aux polluants...) et de mettre le doigt sur la responsabilité des gros pollueurs, des plus riches, dans les dégradations de l'environnement et du climat.

Concernant l'agriculture, Le R.N. soutient une agriculture très nuisible aux écosystèmes, celles des gros exploitant.e.s et des grandes coopératives agricoles. Si le R.N. se présente comme le parti qui défend les agriculteur.ice.s, il noue surtout des alliances avec la frange la plus productiviste, Il ne soutient pas les petites fermes.

La colère des agriculteurs et agricultrices est instrumentalisée pour justifier, le détricotage des normes environnementales sous la pression de la F.N.S.E.A. et du ministère de l'Agriculture. Comme l'a montré le Haut Conseil pour le Climat en 2024, l'agriculture française est menacée dès 2035 par le changement climatique [14].

Si certains groupes satellitaires d'extrême droite peuvent parfois reprendre certains concepts comme la décroissance, ces groupes

ont des thématiques conservatrices propres : rejet de la technique, défense des racines, repli identitaire... L'écologie encore une fois au service de la xénophobie [15]. **Le R.N. s'intéresse peu à l'écologie mais il existe par contre toute une mouvance éco fasciste de groupes et mouvements à l'extrême droite qui ont développé un discours écologique.**

Femmes



[1]

Dans les 22 mesures proposées par le R.N. pour l'élection présidentielle en 2022, aucune ne concerne les femmes : rien sur les violences faites aux femmes, rien sur l'égalité homme/femme notamment en terme de salaire ou de parité [2], et quand il peut, le R.N. agit contre la parité.

A l'Assemblée, Il a voté :

* Pour supprimer l'obligation de listes paritaires pour les élections des instances de protection sociale agricole" [3].

* Concernant l'avortement, le R.N. n'a pas soutenu l'allongement du délai pour recourir à une I.V.G. de 12 à 14 semaines [4]. Les élu.e.s R.N. se sont montrés particulièrement divisés sur l'inscription de

l'I.V.G dans la Constitution, seulement 38 des député.es R.N. sur 89 ont voté pour [5].

*** Le R.N. n'a pas soutenu l'inscription du droit à l'avortement dans la charte des droits fondamentaux de l'U.E. [6].**

* En 2023, le R.N. s'est abstenu lors de l'adoption de la Convention d'Istanbul par le Conseil de l'Europe, sur « la prévention de la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique » [7].

*** Le R.N. a voté contre le texte de loi visant à modifier la définition pénale du viol et la prise en compte du non consentement des victimes de viol (1er avril 2025).**



Quant à Eric Zemmour, il est ouvertement masculiniste.

Il écrit : « Dans une société traditionnelle, l'appétit sexuel des hommes va de pair avec le pouvoir; les femmes sont le but et le butin de tout homme doué qui aspire à grimper dans la société. » [8].

Comment prétendre vouloir protéger les femmes et en même temps, les considérer comme des trophées de chasse. Cette déclaration est en elle-même une justification de la violence et des rapports de domination entre sexes.

Eric Zemmour est d'ailleurs accusé de comportements inappropriés et d'agression sexuelle par huit femmes [9].

Au sein de l'extrême droite, le collectif Némésis se réclame du mouvement féministe mais utilise les manifestations pour mettre en avant des slogans xénophobes

Le collectif se positionne contre la contraception autre que la contraception naturelle [10].

Conclusion

Non, Marine Le Pen n'est pas féministe et Eric Zemmour quant à lui est masculiniste !

Les droits des femmes : égalité des salaires, protection contre toutes les formes de violences, accès et droit à l'avortement, ne sont pas une préoccupation de l'extrême droite. Elle a une vision traditionnelle de la femme qui est pour elle, avant tout, une mère de famille. Un petit exemple, chez Reconquête : pour augmenter le pouvoir d'achat des femmes, il est proposé de mettre en place une bourse de naissance de 10 000 euros pour chaque enfant né dans un territoire rural [11].

La question du voile est instrumentalisée, le R.N. voudrait interdire le port du voile dans l'espace public [12]. Il s'agit une nouvelle fois, en réalité, plus de stigmatiser les musulman.es que de défendre les femmes et cette proposition est contraire à la Constitution.

Jordan Bardella a déclaré « " l'égalité entre les femmes et les hommes, la liberté de s'habiller comme on l'entend...sont des principes non négociables »[13]. A d'autres moments, l'extrême droite exclue de cette liberté le voile et le burkini !

Éducation



[1]

Reconquête et le R.N. sont sur une même ligne : il faut restaurer l'excellence de l'école, formule assez vague qui ne dit pas de quelle façon l'école doit exceller, ni comment atteindre cette excellence. Ils ne condamnent, par exemple, jamais l'insuffisance des moyens. Ils proposent de recentrer les enseignements sur les savoirs fondamentaux (sciences, français, histoire) [2].

Dans un monde de plus en plus complexe, qui évolue très rapidement (nouvelles technologies, problématiques écologiques, société en évolution, mondialisation), ils prônent un retour en arrière qui ne permet pas d'appréhender le monde, ni de faire des enfants de futurs citoyens, de développer leur esprit d'analyse ou leur esprit critique, mais vise à rendre les élèves excellents dans quelques fondamentaux, un objectif assez peu ambitieux en soi.

L'école telle qu'elle est pensée aujourd'hui même si elle est loin de tenir toutes ses promesses a des ambitions plus hautes [3].

L'école voulue par l'extrême droite est aussi une école du tri social avec des groupes de niveaux, des examens supplémentaires pour accéder au collège, au lycée. Le tri social existe, hélas, déjà aujourd'hui : les enfants d'ouvriers ne représentent que 8,7 % des étudiants à l'université, 6,4 % dans les classes préparatoires aux grandes écoles et 2 % des élèves des écoles normales supérieures [4]. Il serait donc encore renforcé et aboutirait à détourner de l'école, encore plus tôt, les enfants issus des classes populaires. Une fois encore malgré leurs affirmations, les partis d'extrême droite ne sont pas les partis du peuple.



« **L'école endoctrine les enfants** », c'est le credo des Parents vigilants, réseau créé et financé par Reconquête en 2022. L'école soumettrait selon eux, les élèves à l'idéologie « woke » et islamiste.

Les programmes scolaires sont les mêmes dans toutes les écoles, collèges et lycée et sont imposés aux enseignant.es qui ont peu de

latitude vis à vis du programme. Ces programmes sont accessibles sur le site du gouvernement, chacun peut se faire une idée de leur contenu [5].

Rappelons aussi que l'école française est laïque, la religion n'a donc pas sa place dans les enseignements.

Le « wokisme » est un courant de pensée né aux États Unis prenant la défense des personnes discriminées et combattant les injustices sociales. Il y a très certainement dans les programmes scolaires des moments où l'on sensibilise les élèves aux discriminations, ce qui doit faire partie de l'éducation d'un citoyen.

Les « Parents vigilants » s'opposent à l'enseignement de la vie affective et sexuelle mis en place afin de protéger les enfants des abus sexuels. Ils utilisent des méthodes répréhensibles telles que le harcèlement en ligne des enseignant.e.s [6].

Pour le réseau Parents Vigilants, l'Éducation Affective, Relationnelle et Sexuelle (E.V.A.R.S.) doit être un domaine de la sphère familiale, or rappelons que les violences sexuelles sur mineur se produisent très souvent au sein de la famille [7] d'où la nécessité d'informer les élèves et de les protéger. Mais ces violences peuvent se produire aussi au sein de l'école, comme nous l'avons vu avec l'affaire Notre Dame de Bétharram et toutes celles dénoncées par les nombreux collectifs de victimes, d'où la nécessité de contrôles plus fréquents dans les établissements privés comme le préconise le rapport la commission d'enquête parlementaire publié en juillet 2025 [8]. Mais l'E.V.A.R.S. n'est pas la seule discipline concernée par les intimidations, les menaces sur les enseignant.e.s, de la part des "parents vigilants": les enseignant.e.s de S.V.T., histoire et lettres

subissent également des pressions. "Parents vigilants" refusent l'enseignement de la Shoah, de l'histoire coloniale... [9].

Le programme de Jordan Bardella sur le collège aurait pour conséquence une orientation précoce des enfants de milieu modeste ,une formation professionnelle dès la 5ème et un apprentissage dès 14 ans [10].

Roger Chudeau (le « Mr. école » du R.N.) propose la création de centres spécialisés pour les élèves perturbateurs ou harceleurs .[11]

Conclusion

Pour une grande partie, le programme du R.N. consiste en une mise au pas des enseignant.e.s et des élèves (uniformes, sanctions en cas d'absence etc...)

Quant au programme d'Eric Zemmour il consiste en un retour à l'école du passé (apprentissage du latin-grec, séparation des élèves par niveaux)[12].

Ce que le R.N. annonce pour le collège conduit sans le dire à un tri social et à une orientation précoce des enfants des milieux modestes comme c'était le cas avant le collège unique.

Les mesures du R.N. pour l'éducation ne sauraient constituer un programme pour l'école, elles ne favorisent pas la mixité sociale et elles évincent les problèmes de fond : le manque de moyens dont souffre l'école publique, les difficultés sociales auxquelles se heurtent certains élèves.

Services publics

L'hôpital



Eric Zemmour : « L'hôpital est assiégé par une population venue du monde entier. Nous devons supprimer l'AME »

L'extrême droite souhaite la suppression de l'A.M.E. (Aide Médicale d'État) dont bénéficient celles et ceux qui n'ont pas accès à la Sécurité sociale ou à la Couverture Maladie Universelle.

Sa suppression serait d'une part inhumaine car elle entraînerait des situations tragiques allant jusqu'à la mort de personnes, faute de soins. D'autre part, elle provoquerait une dégradation de l'état sanitaire de l'ensemble du pays, avec des risques de contagion, ce qui générerait d'importantes dépenses pour en gérer les conséquences.

Les bénéficiaires de l'A.M.E. étaient 465 744 au 30 septembre 2024, ils représentent donc une part marginale des hospitalisations.

L'hôpital est donc loin d'être « assiégé » par ces bénéficiaires et le

coût global de l'A.M.E. ne représente que 0,5 % des dépenses de santé [1].

Le programme du R.N. tend de manière générale à opposer postes administratifs et postes de soignant.e.s : il entend « réduire à 10 % les postes administratifs dans les hôpitaux pour libérer des moyens pour les soignants » [2]. Les soignant.e.s exercent déjà certaines tâches administratives et supprimer des postes administratifs entraînerait une surcharge de travail pour eux.

Le R.N. dans son programme 2024 indiquait vouloir arrêter les fermetures des lits à l'hôpital public et des maternités, mais il n'envisageait aucune réouverture de lits ou de structures.

Le logement social

Jordan Bardella : « Il y a une préférence étrangère dans l'attribution des logements sociaux »

Éric Zemmour veut réserver les logements sociaux aux Français [3]. Il reprend en cela l'idée de « préférence nationale » déjà brandie par le R.N..

En fait, les Français.e.s sont largement majoritaires dans le parc social. Sur l'ensemble des locataires concernés, 80 % sont français.e.s de naissance, 8,6 % sont français.e.s par naturalisation et 12 % sont étranger.e.s. En outre, contrairement à ce qu'affirment les candidat.e.s d'extrême droite, aucun.e sans-papier n'est logé.e en H.L.M., et les demandeur.euse.s d'asile qui n'ont pas encore obtenu ce statut ne peuvent pas y accéder non plus [4].

La population française a de plus en plus de mal à se loger, à payer le loyer et le mal-logement n'a jamais été aussi élevé en France. Le développement du logement social est une des réponses à cette crise.

Pourtant Eric Zemmour a affirmé vouloir supprimer la loi SRU [4], il ne voit donc pas la nécessité de maintenir et développer le parc de logements sociaux. Le gouvernement considère qu'il y a aujourd'hui au moins 350 000 personnes qui sont sans domicile personnel en France [5]. C'est une crise majeure, une des premières difficultés des français et Eric Zemmour ne propose qu'une régression de la protection sociale.

L'audiovisuel

Le R.N. et Reconquête entendent s'attaquer à l'audiovisuel public, qu'ils projettent de privatiser. Ils ont soutenu la suppression de la redevance audiovisuelle qui, à l'origine, devait permettre aux ménages d'économiser 138 € par an [6].

Les Français.e.s devront donc s'abonner à des chaînes privées, à un coût éventuellement supérieur à celui de la redevance et il leur faudra absorber davantage de publicités pour réduire le coût d'accès à ces chaînes.

La privatisation des organismes audiovisuels publics permettrait leur vente à des grands patrons acquis à l'idéologie de l'extrême droite et de s'appuyer plus encore qu'aujourd'hui sur le lien entre pouvoir politique et économique pour mettre au pas les médias, notamment le journalisme d'investigation. C'est déjà le cas pour un certain nombre de médias existants, propriété de milliardaires, Vincent Bolloré, Pierre Edouard Stérin.

Les transports

Le R.N. a voté pour la privatisation de la R.A.T.P. [7].

La privatisation des transports va en général avec l'augmentation du prix des billets du fait d'une logique de rentabilité qui ne doit pas être

celle du service public. Le R.N. fait surtout la promotion des déplacements en voiture. Il propose de baisser la T.V.A. sur le carburant et renationalisation des autoroutes pour réduire de 15% le tarif des péages. Il ne propose rien sur les transports en commun et ne tient bien sûr pas compte du coût environnemental des déplacements en voiture [8].

Conclusion

Vouloir réserver certains services comme les logements sociaux aux Français.e.s est anticonstitutionnel. Les services publics sont essentiels à la cohésion sociale. Ils garantissent l'accès pour tous, à l'éducation, la culture, la santé, le logement, le transport. Ils sont indissociables des principes de solidarité et de bien vivre ensemble. Les fermetures de bureaux de poste, de centres des impôts, de services de maternité, d'urgences, de tribunaux, de commissariats, suppression de classes, de petites lignes de train... ont engendré un sentiment de déclassement un peu partout en France notamment dans le monde rural. C'est pourquoi cette question est cruciale et ni le rejet xénophobe, ni la vente au privé ne pourra être la solution. **Nos services publics sont une richesse**, c'est le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas, il est impératif de les maintenir et de les améliorer. Depuis de nombreuses années, la dégradation de l'accès aux services publics nourrit le vote pour l'extrême droite [9].

Dans les programmes de l'extrême droite, le traitement des services publics est ambivalent. Les circonstances font qu'il leur est difficile de ne pas répondre à la demande sociale, notamment en matière de santé. Pour les deux candidat-es enfin, certains services publics apparaissent porteurs d'enjeux idéologiques, notamment l'éducation

nationale et le service public de l'audiovisuel. C'est pourquoi les deux candidats proposent des mesures de reprise en main par l'État et de privatisation.

Le R.N. se présente comme le défenseur des services publics mais cela ne repose que sur une posture de façade et ne saurait masquer la vague d'austérité économique et le démantèlement des services publics que le parti d'extrême droite mettrait en œuvre s'il accédait au pouvoir.

De plus dans le programme de l'extrême droite les baisses massives des recettes de l'État et de la Sécurité Sociale (baisses d'impôts, de taxes) semblent incompatibles avec les dépenses nouvelles prévues dans le programme de Marine Le Pen et avec le maintien de la qualité de nos services publics [10].

Démocratie

« Sauvons la démocratie, soutenons Marine » titre de la pétition



« Sauvons la démocratie, soutenons Marine » :

titre de la pétition lancée par Marine Le Pen après sa condamnation dans l'affaire des assistants parlementaires [1]

C'est quoi la démocratie ?

C'est une forme de gouvernement dans lequel, les représentants du peuple font la loi et dans laquelle les lois sont les mêmes pour tous et toutes. Les dénominateurs communs à toutes les démocraties sont la liberté et l'égalité.

Une « attaque contre la démocratie », telle est la substance des messages de soutien envoyés à Marine Le Pen par de nombreux leaders d'extrême droite occidentaux ou des autocrates du monde entier. « Ils ne parviendront pas à faire taire la voix du peuple français » a même osé déclarer le leader du parti d'extrême droite espagnol Vox, oubliant que le « peuple français » avait largement, par deux fois, rejeté Marine Le Pen dans les urnes [2].

La condamnation dont elle, et 24 autres élus ou membres du R.N. font l'objet, est au contraire, le signe d'une démocratie qui fonctionne encore.

L'extrême droite remet en cause régulièrement l'État de droit et notamment les contre-pouvoirs : la justice, la presse, les syndicats dont le R.N. veut limiter les actions. La remise en cause de la Constitution représente un risque majeur en cas d'accès au pouvoir de l'extrême droite.

Les programmes du R.N. et Reconquête sapent les bases de notre démocratie :

* par la proposition d'un référendum pour changer la constitution de 1945.

* par l'application de la priorité nationale qui défait les Droits de l'Homme.

L'extrême droite est autoritaire de par son passé et sa proximité avec des autocrates et dictateurs actuels (Poutine, Trump, Orban ...).

Quand l'extrême droite réclame un Etat fort, ce n'est pas pour la protection sociale mais plus de prisons, plus de répression, plus de police.

Conclusion

Si le R.N. arrivait au pouvoir nous passerions dans un régime que nous avons connu dans les heures les plus sombres de notre histoire récente. La dédramatisation entamée par le parti dès les années 2000 est une mise en scène. Au sein du cercle des dirigeants du R.N., il y a toujours la présence d'éléments radicaux ou des liens avec groupuscules violents [3] .

Ces éléments radicaux se distinguent par des agressions racistes, homophobes, antisémites ou visant des antifascistes. Les liens entre le R.N., Reconquête, les identitaires, le G.U.D., les groupes néonazis ... sont réels et ont été largement documentés [4] [5].

Conclusion générale



Pour arriver au pouvoir, les programmes de l'extrême droite suivent « le sens du vent », en s'alignant en apparence sur les opinions publiques majoritaires.

L'extrême droite est arrivée à masquer son visage en faisant oublier ses origines, mais dans les votes du R.N. et les actions des groupes proches, elle reste fidèle à l'idéologie de ses fondateurs (waffen SS, nationalistes, racistes, antisémites etc.).

Les programmes du R.N. et de Reconquête présentent de grands risques pour la société française.

Risques démocratiques :

Ils veulent instaurer la préférence nationale ce qui est inconstitutionnel et les mènerait à modifier notre constitution pour la mise en place de leurs mesures.

L'extrême droite est **autoritaire et violente**. L'histoire contemporaine nous a montré de quoi elle est capable : Franco, Mussolini, Hitler, Pinochet etc... les exemples de dictatures ne manquent pas. Leur accession au pouvoir entraîne des privations de libertés : contrôle des médias , des corps intermédiaires, surveillance et répression des citoyens.

Risques Sociaux :

l'extrême droite rejette les principes d'égalité. Son programme économique s'articule autour d'un projet néolibéral qui sert les intérêts du patronat et des plus riches. Elle rejette aussi certaines minorités religieuses, sexuelles, raciales, et propose une société d'exclusion dont nous ne voulons pas.

Risques environnementaux :

De par son climato-scepticisme et sa négation des risques environnementaux, ses programmes pourraient entraîner des catastrophes écologiques majeures.

Risques économiques :

Leurs propositions économiques « néolibérales-nationalistes », servent les intérêts des très riches et des grandes entreprises tout en se réclamant d'un «patriotisme» économique tourné contre les étrangers. En 2022, le patriotisme économique des programmes des deux partis d'extrême droite se recentre sur la réindustrialisation, non pas avec un projet de rupture par rapport aux politiques néolibérales actuelles, mais avec un projet largement inscrit dans leur prolongement. Il s'agit d'aider les grandes entreprises pour les inciter à rester en France, en mobilisant des aides qui ont déjà montré leur

inefficacité, et sans proposer de véritable stratégie industrielle, ils ne posent pas la question de quelles activités industrielles pour répondre à quels besoins ? [1].

Actuellement il existe :

- **Dans le monde** de nombreux régimes d'extrême droite ou proches de l'extrême droite : l'Argentine avec Milei, les USA avec Trump, Israël avec Netanyahu, Russie avec Poutine, et le Chili José Antonio Kast, etc... Certains ont déclenché des conflits armés.

- **En Europe**, 3 pays sont ou ont été récemment dirigés par l'extrême droite : l'Italie, la Hongrie et la Tchéquie et d'autres pays européens ont des élus d'extrême droite au sein de leur gouvernement : Slovaquie et Finlande.

Ces régimes dirigés par l'extrême droite mettent en place des politiques migratoires violentes, des politiques économiques défavorables aux plus pauvres.

- **En France**, 14 villes en 2025 étaient déjà gérées par le R.N. [2]:

Dans ces villes, des budgets sociaux ont été réduits [3].

A Mantes-la-Ville, le maire, en trois ans, a divisé les subventions aux associations par deux, baissé le nombre d'agents municipaux de près de 20 %, par contre en juin 2017, il a augmenté son indemnité de maire de 7%.

A Orange, le maire muselle l'opposition.

A Cogolin, le maire a été condamné pour abus de faiblesse.

A Hayange, le maire a demandé au Secours Populaire de quitter son local sans préavis [4].

A Fréjus, le maire David Rachline proche de militants néofascistes et cerné par les affaires judiciaires, a dû démissionner. Il sera jugé en 2026 [5].

A Perpignan, le maire Louis Aliot est impliqué dans l'affaire des assistants parlementaires [6].

La menace de voir arriver l'extrême droite à la tête de notre pays est sérieuse. Les sondages indiquent que Jordan Bardella serait en tête des intentions de vote des français pour 2027 [7].

Si l'extrême droite arrivait au pouvoir, nous basculerions dans une société à deux vitesses, autocratique, patriarcale, injuste et répressive.

Que pouvons-nous faire?

Combattons l'extrême droite

* par nos votes

* Ne restons pas isolé.e.s dans la peur. Occupons l'espace avec nos idées, nos valeurs, notre solidarité !

* organisons nous contre l'idéologie mortifère de l'extrême droite et des fascistes ! Pour cela nous devons systématiquement répondre collectivement à chaque attaque et agression raciste et fasciste.

* Empêchons par tous les moyens les semeurs de haines de s'organiser et d'occuper le moindre espace.

* Réagissons : l'extrême droite et les fascistes se construisent sur la passivité de la majorité. Nous avons tous une responsabilité à agir. Que ce soit en prenant soin des personnes minorisées qui nous entourent, en alertant des tentatives d'intimidation, en investissant les syndicats étudiants, professionnels, les collectifs de luttes, les groupes antifascistes.

*Dialoguons autour de nous avec les personnes qui se sentent déclassées et qui sont sensibles au discours de l'extrême-droite.

La résistance à l'extrême droite passe par la mobilisation citoyenne contre le déclassement, pour l'égalité des droits au travail, le refus de toute sorte d'exploitation, de domination et de discrimination, pour l'éducation, la culture, la connaissance, et la défense des valeurs humanistes et républicaines :

"Liberté, égalité, fraternité"



Références du texte sur :

<https://isere.site.attac.org/spip.php?article4834>

Et pour aller plus loin :

« En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite » – Vincent Edin - Ed. De l'atelier – 2023

« Appel à la vigilance » Edwy Plenel – Ed. La découverte – 2023

« Résister » Salomé Saqué - Ed. Payot Rivage – 2024

« Comment le fascisme gagne la France. De Macron à Le Pen » Ugo Palheta – Ed. La découverte « Le temps des salauds : comment le fascisme devient réel » Hugues Jallon Ed. Divergence – 2025

« Les irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ? » Johann Chapoutot – Ed. Gallimard 2025





cel-attac39@attac.org

20 Avril 2026